



17-02- 2014

MEDF, gouvernement et direction de Renault Douai : ensemble contre les salariés

Prétextant un retard de prise de poste du à une distribution de tract pour la journée d'action du 6 février. La Direction de Renault Douai veut amputer la paie des salariés de ce retard qui aurait perturbé la production de 55 véhicules !

Sous ce prétexte, la direction de Renault Douai tente de remettre en cause le code du travail.

Celui-ci stipule que des retards tels que les intempéries, les embouteillages ou même les pannes de voitures sont considérées comme admissibles car imprévisible et donc pas imputables aux salariés.

En invoquant ce motif, la Direction manœuvre et compte aller plus loin. Elle demande d'être prévenue 48h à l'avance pour les grèves, ainsi le motif de retard sera prévisible donc plus admissible et par conséquent : sanctionnable.

Une attaque incessante contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Ce n'est pas un cas isolé, la Direction de Renault Trucks à Bourg en Bresse voulait instaurer : "un temps de rattrapage collectif au quotidien". La direction espérait pouvoir faire rattraper le jour même un retard de production pour cause d'arrêt (grève, manque d'approvisionnement, panne...). Comme le dénonçait la CGT : « Alors là, c'est la cerise sur le gâteau ! Il nous faudra venir travailler avec une brosse à dent »

La stratégie de communication est bien huilée chez Renault où la devise adoptée par le groupe de Carlos Ghosn est: mettre de plus en plus de pression sur les salariés et les syndicats.

L'ex-numéro deux du groupe Carlos Tavares, parti chez PSA, déclarait à l'Usine nouvelle : « Le coût du travail n'est que la moitié du problème. Il y a aussi les questions de flexibilité et d'organisation du travail. »

La marque au losange semble déterminée à jouer sur tous les leviers dont celui du "chantage". Un exemple : pour produire en France faites mieux que l'Espagne... En Espagne, le groupe a négocié un contrat de productivité qui prévoit l'augmentation du temps de travail annuel de trois jours, la baisse des primes, par exemple moins 10 % sur les primes de

nuits et un roulement pour que Renault puisse produire sept jours sur sept dans n'importe quelle usine, un nouveau type de contrat a également vu le jour : un contrat de 18 mois *qui sera de 30% inférieur de celui d'un agent de production qualifié*.

En France, Hollande, son gouvernement socialiste et ses alliés apportent une aide précieuse au MEDEF, lui permettant une prise d'assaut des acquis de la classe ouvrière.

Imposons dès maintenant un coup d'arrêt aux reculs qui s'accélèrent et qui aujourd'hui attaquent le cœur des acquis historiques. Les travailleurs doivent donc trouver les forces et les moyens de se rassembler et de se battre sur la base des revendications et de leurs intérêts.

www.sitecommunistes.org